

**Projet de contribution du MSC à la réunion du Groupe consultatif et du Bureau
31 janvier 2018**

Point 7 de l'ordre du jour: Point d'information sur les Axes de travail et le Budget

Concernant la nutrition : nous aimerions souligner que les colloques régionaux sur la nutrition et les systèmes alimentaires, organisés par la FAO et l'OMS, ne reflétaient pas la nature multi-acteurs du CSA, car ils ont omis d'y faire participer des organisations comme le MSC. Nous réitérons que ces colloques n'ont pas eu lieu dans le cadre du processus de consultation du CSA et qu'ils n'ont pas respecté les normes minimales de participation et d'inclusion qui sont essentielles au CSA. La prochaine discussion sur les Termes de Reference pour le processus du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition devrait inclure soigneusement ces paramètres importants de participation et d'inclusivité.

Concernant le budget du CSA: comme cela a déjà été exprimé, nous constatons que les lacunes dans le budget du CSA sont l'expression d'un manque d'engagement politique collectif envers le CSA. Les voies vers une structure de financement durable sont loin d'être développées.

Nous sommes convaincus que tous ceux parmi nous qui veulent que le CSA soit fort ne peuvent pas soutenir l'idée d'un programme de travail qui serait dicté par les donateurs ou bien une mise en œuvre des activités du CSA qui serait déterminée par les intérêts des seuls donateurs. Si cela se produisait, ce serait un indicateur clair d'un CSA affaibli.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation budgétaire du HLPE. Le HLPE sera-t-il en mesure de mettre en œuvre ce que le CSA lui a demandé de faire? Nous aimerions le savoir.

Concernant la situation du MSC, vous pouvez consulter notre rapport financier et notre situation budgétaire plus en détail dans le Rapport annuel qui se trouve devant vous.

Nous devons également vous informer que le financement actuellement approuvé du MSC ne permet d'assurer le fonctionnement du MSC que jusqu'à la fin du mois d'avril de cette année. Nous sommes confiants que d'autres fonds seront approuvés d'ici là. Nous sommes cependant profondément préoccupés par le déficit persistant et l'énorme incertitude financière que le MSC continue d'affronter pour 2018 et 2019.

Tout gouvernement qui est prêt à soutenir la participation de la société civile au CSA est vivement encouragé à soutenir le MSC dans un proche avenir. Sans aucun doute, il est de la responsabilité collective du CSA réformé, de ses membres, des participants et du secrétariat, de soutenir et d'assurer la participation de la société civile à ses délibérations.